

est vrai, mais à cette époque c'était possible. Ceux qui venaient dans ce pays pouvaient obtenir des terres. Ils pouvaient construire leurs maisons avec le bois de la forêt. C'était souvent des abris en billes, mais c'était du moins habitable. Par contre, l'immigrant qui vient aujourd'hui s'établir dans les centres industriels de notre pays, ne sait s'il va obtenir ou non de l'emploi, s'il va ou non se trouver un logement. Il ne peut descendre du train, prendre une hache, abattre un arbre et se construire un abri. Les temps ne sont plus les mêmes. Des individualistes forcenés se plaisent en ce moment à rappeler l'époque où nos ancêtres se taillaient des domaines à même la forêt vierge. Mais nous n'habitons plus ce monde-là. Ces jours-là sont révolus.

Le problème du logement, connexe de celui de l'immigration, est d'une grande importance. Le ministre reçoit sans doute, à l'occasion, des rapports émanant de nos régions industrielles au sujet du logement. Il est assez décourageant pour l'immigrant de se trouver avec sa famille dans des villes comme Montréal, Toronto ou Windsor. Lors même, en effet, qu'il trouverait à s'y loger convenablement, il lui faudra à peu près la moitié de son revenu pour payer le loyer, les loyers sont en ce moment, dans toutes les régions industrielles, complètement insensés. A mon avis, il y a lieu de revoir complètement l'ensemble des programmes d'immigration et de logement.

Peut-être y a-t-il des motifs humanitaires à ce que nous fassions venir ici des gens que nous ne pouvons pas loger convenablement ou à qui nous ne saurions trouver des emplois. Peut-être y a-t-il encore des motifs de politique internationale, par exemple le soulagement de l'effroyable surpeuplement de l'Italie. Peut-être aussi est-ce par l'immigration que nous pourrions nous acquitter de nos responsabilités en ce qui concerne l'aide économique à fournir à nos partenaires de l'OTAN. C'est peut-être ainsi que nous contribuerons à la paix du monde. Mais, si on considère l'ensemble de la situation pour 1951 et 1952, je ne pense pas que, sans préparation soignée, le Canada puisse en ce moment accueillir une vague massive d'immigrants.

J'ai aussi démontré hier soir, au moyen de chiffres, qu'une forte partie de nos immigrants, en 1951 et 1952, étaient classés parmi les catégories "professions libérales" ou "négociants". Nous avons besoin de médecins dans toutes les parties du pays. A mon sens, on devrait mettre tout en œuvre autant que possible pour assurer le nombre de médecins nécessaires dans toutes les localités canadiennes. Nous avons besoin de médecins et il

ne devrait pas exister de restriction, sauf en ce qui concerne les aptitudes. Nous avons sûrement besoin de dentistes. Qu'on essaie d'obtenir un rendez-vous chez un dentiste à Ottawa ou dans la plupart des autres villes du pays! Nous avons grandement besoin de dentistes et la seule restriction devrait porter sur les aptitudes. D'autre part, notre politique en matière d'immigration devrait être soigneusement établie de manière à faire venir au pays des gens qui contribueront à la production. Je ne crois pas que nous ayons besoin d'un très nombre d'autres vendeurs de "hot-dogs" et le reste.

Si l'on examine la situation existant dans la plupart des villes du pays, on constate qu'il y a suffisamment de maisons d'affaires pour satisfaire les besoins du double de leur population environ. J'ai déjà étudié le cas de ma propre ville de Sydney et j'en suis venu à la conclusion que nos négoce pouvaient répondre aux besoins d'une population de 100,000 âmes, alors qu'à l'époque Sydney n'en comptait que 30,000. Si les services du ministère veulent bien se donner la peine de recueillir des données statistiques à ce sujet, ils constateront que je dis la vérité. Dans ce domaine, les gens qui établissent des négoce dans une ville n'apportent rien, pour ce qui est de la richesse nationale brute et ne contribuent guère à l'avancement du pays. Ce dont nous avons besoin, ce sont des producteurs.

Il est fort beau de dire que nous avons besoin d'un marché domestique de consommation; d'ailleurs, nous en avons un; mais quiconque entrant au pays n'y produit rien se trouve à réduire d'autant la richesse de ceux qui y sont déjà.

Étant donné les arguments que j'ai consignés au compte rendu à l'époque, après mûre réflexion, j'estime que le ministre devra convenir qu'il faut au pays un programme rationnel d'immigration. Nous avons besoin d'un comité interministériel groupant, à tout le moins, les ministères des Ressources et du Développement économique, du Travail et de l'Immigration. Il faudrait un comité interne s'appliquant à analyser nos besoins pour ce qui est des divers métiers et professions de nature à enrichir notre pays; il faudrait ensuite accueillir les immigrants, compte tenu de ces considérations.

Il y a ensuite la question d'un programme de logement. Si nous affectons ces gens à certaines régions, où leur activité en divers domaines contribuera au progrès de notre économie nationale, il faut leur assurer des logements. Pour qu'ils participent pleinement à notre économie, il est essentiel qu'ils soient convenablement logés. En définitive, le plus